



Sylvain ROBERT
Maire de Lens
Président de la Communauté
d'Agglomération de Lens-Liévin

**DIRECTION
Services Techniques
Cadre de vie**

Affaire suivie par M. Loïc STAES
Ingénieur Territorial
LS/DPB

ARRETE N° 2022 - 2657

NOMENCLATURE : 8-3

ARRETE PORTANT RESTRICTION TEMPORAIRE DE CIRCULATION DES VEHICULES ET DES PIETONS ET INTERDICTION TEMPORAIRE DE STATIONNEMENT DES VEHICULES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE POUR L'ANNEE 2022,

Le Maire de la Ville de LENS,
Président de la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2211-1 à L.2213-6,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté municipal n° 2020-1029 du 25 mai 2020 modifié par l'arrêté n° 2022-1726 du 30 juin 2022 portant délégation à des Adjoints au Maire,

Vu la charte de l'arbre de la Ville de Lens,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2020 relative à la protection et l'indemnisation suite à dégradation sur le patrimoine arboré,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I – 8^{ème} partie sur la signalisation temporaire),

Considérant que des chantiers fixes ou mobiles tels que définis aux articles 130 et 131 de l'instruction interministérielle sus visée, nécessitent dans la majorité des cas l'application de mesures de restriction de circulation,

Considérant le caractère indispensable, fréquent, constant et répétitif de certaines interventions sur le domaine public et chantiers à la charge de l'entreprise OTI FRANCE, 2 rue de Berzin CRT 2 Centre Berzin 59273 FRETIN, travaillant pour le compte de GRDF, désignés ci-après :

- intervention dans le cadre du changement de Gaz,
- inventaire des équipements Gaz chez des particuliers.

ARRETE

ARTICLE 1 : Les dispositions suivantes pourront être appliquées par l'entreprise OTI FRANCE pendant l'année 2022, pour faciliter les travaux sus visés, en faciliter la réalisation et prévenir les accidents sur le territoire de la commune :

- interdiction de stationnement des véhicules,
- restriction et interdiction de la circulation des piétons, avec mise en place de cheminements sécurisés.

ARTICLE 2 : L'entreprise OTI FRANCE est autorisée dans le cadre des travaux à réaliser pour le compte de GRDF à stationner sur les zones de stationnement payant, au droit de leur intervention uniquement. Pour d'autres interventions l'entreprise OTI FRANCE doit s'acquitter de la redevance de stationnement.

ARTICLE 3 :L'entreprise OTI FRANCE est également tenue de respecter strictement les préconisations de sécurité sanitaire en vigueur.

ARTICLE 4 :L'entreprise OTI FRANCE doit impérativement informer les Services Techniques de la Ville de Lens avant chaque intervention par télécopie ou e-mail.

ARTICLE 5 :L'entreprise OTI FRANCE sera tenue pour seule et entière responsable de tous les accidents et dommages causés aux tiers par l'exécution des travaux dans l'emprise du chantier.

ARTICLE 6 :En cas de dégradation volontaire ou non survenant sur le patrimoine arboré, le Barème d'Evaluation de la Valeur de l'Arbre approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2020 sera appliqué.

ARTICLE 7 :Le présent arrêté sera placé à l'avant du véhicule en stationnement et sur la face interne ou à proximité immédiate du pare-brise, de manière à pouvoir être dans tous les cas facilement consulté sans que le personnel affecté à la surveillance de la voie publique ait à s'engager sur la chaussée.

ARTICLE 8 :Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter du lundi 5 septembre 2022 au samedi 31 décembre 2022 inclus.

ARTICLE 9 :Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de LILLE, rue Geoffroy Saint-Hilaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire, dans le même délai de deux mois.

Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite.

ARTICLE 10 :Le présent arrêté fera l'objet d'une publication sur le site internet de la Ville de Lens : www.villedelens.fr (rubrique actes administratifs), et une copie en sera adressée à Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Lens. En outre, une expédition en sera transmise au Commissaire Central de Police et de Sécurité Publique de Lens, ainsi qu'au Comptable Public.

ARTICLE 11 : Le Directeur Général des Services de la Mairie, le Commissaire Central de Police et de Sécurité Publique de Lens et le Comptable Public, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville, le 5 septembre 2022

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué,



Jean-Pierre HANON